

*Questions orales***LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'IMPOSITION D'UN DROIT DE DOUANE SUR LES LIVRES IMPORTÉS**

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, tout ce que le gouvernement a fait en usant de représailles douanières, c'est nuire aux Canadiens qui lisent des livres, non seulement des livres américains, mais aussi ceux d'autres pays. Ma question s'adresse au ministre des Finances.

Si la politique de riposte douanière du Canada vise vraiment à s'attaquer au protectionnisme américain, comment le ministre peut-il expliquer qu'il augmente les prix pour les consommateurs, les éditeurs et les détaillants du Canada en imposant des droits de douane à d'autres pays comme la France et l'Angleterre avec qui nous n'avons aucun compte à régler?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme je l'ai signalé en réponse à une question posée par un député néo-démocrate, nous avons essayé de trouver des secteurs dans lesquels nous faisons surtout affaire avec les États-Unis. Dans le cas des livres, je pense que le commerce avec les États-Unis représente 90 p. 100 de nos échanges. Nous avons essayé de concentrer nos représailles sur les États-Unis puisque c'est avec eux que nous avons maille à partir.

Mme Finestone: Les 26 millions de dollars que dépensent les francophones dans ce secteur ne les aideront pas à comprendre ce raisonnement.

[Français]

L'EFFET DE LA POLITIQUE SUR LES CONSOMMATEURS

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est celle-ci: Est-ce que le ministre est conscient du fait que ce nouveau tarif va pénaliser les amateurs de lecture qui vont devoir payer 2.6 millions de dollars de plus pour acheter des livres importés de France, et que cette politique néfaste aura des effets coûteux sur les consommateurs francophones, surtout au Québec? Ce n'est pas une petite somme dont on parle, c'est une politique non intelligente.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne devrais pas être obligé de signaler à la députée que cette mesure représente un avantage pour les auteurs canadiens relativement aux livres étrangers.

M. Shields: Question supplémentaire.

* * *

LES FINANCES**L'IMPÔT SUR LES REVENUS PÉTROLIERS**

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Quand le ministre

annoncera-t-il la suppression absolue et totale de la taxe libérale de 10 p. 100 sur les revenus pétroliers?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'imagine que cette question est reliée à la dernière question de nature financière.

M. le Président: À l'ordre. Ce n'est pas une question supplémentaire. A notre avis, elle porte sur un sujet distinct, mais elle sera tout de même autorisée.

Mme Copps: Non. Il avait demandé de poser une question supplémentaire.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, le député est au courant des mesures annoncées le 30 avril qui sont à l'avantage des petits producteurs de l'industrie pétrolière et gazière. À mon avis, ces mesures fourniront près de 200 millions de dollars d'avantages à l'industrie au cours des deux ou trois prochaines années. C'est une façon utile de s'attaquer aux problèmes particuliers de cette industrie. Nous continuons à surveiller la situation de près.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE**ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LE CYCLE DE TRANSFORMATION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE**

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné qu'on a constaté récemment que la plupart des Canadiens s'inquiètent au sujet de l'énergie nucléaire, le gouvernement songe-t-il à revenir sur la position qu'il prenait il y a quelques semaines, à savoir qu'aucune enquête n'est nécessaire sur l'utilisation de l'énergie atomique? Le gouvernement fera-t-il bientôt quelque chose pour entamer une enquête sur tout le cycle de transformation du combustible nucléaire au Canada?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, comme le député le sait très bien, ce n'est pas là la position que j'ai annoncée à la Chambre. Il le sait parfaitement bien parce qu'il était à la Chambre quand j'ai exposé notre ligne de conduite . . .

M. Riis: Qu'est-elle? Que ferez-vous?

Mlle Carney: . . . et annoncé que j'avais demandé aux hauts fonctionnaires qui s'occupent de l'industrie de participer à l'enquête internationale sur l'incident Tchernobyl. Quand ils auront constaté quelles leçons nous pouvons tirer de ce regrettable et malheureux incident, nous examinerons s'il y a lieu d'effectuer une étude de ce genre. Le député a donc tort de prétendre constamment que j'aurais déclaré qu'aucun examen n'aura lieu.